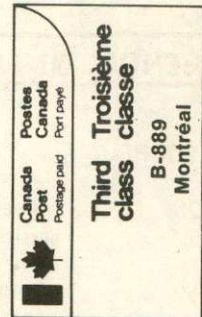




service de l'information (514) 286-2155 1001 St-Denis, Montréal H2X 3J1

# nouvelles csn

NUMERO 6 semaine du 12 au 18 octobre 1978



**LE BOYCOTT DES COMMANDITAIRES DE CJMS** — Dans les compagnies qui annoncent encore à CJMS et sur lesquelles il faut faire pression, deux grosses sur lesquelles il faut insister : Simpson's Sears et McDonald's. Dominion et Seven-Up, quant à elles, ont retiré leur publicité.

**LES MEDIA ET CADBURY** — Dans la campagne de Cadbury, il a été demandé aux media d'information de retirer immédiatement de leur contenu toute publicité de Cadbury, par respect pour la collectivité québécoise.

Les conseils centraux de Trois-Rivières (en front commun avec la CEQ et la FTQ régionales) et de Sorel ont appuyé publiquement la lutte des travailleurs de Cadbury pour la protection de l'emploi.

**LES SYNDICATS DES BANQUES AU SAGUENAY/LAC ST-JEAN** — Sept succursales bancaires sont maintenant syndiquées avec la CSN au Saguenay/Lac St-Jean pour un total de 150 travailleurs. Il s'agit de trois succursales de la Banque Canadienne Nationale et de quatre de la Banque Royale. Ceux qui voudraient recevoir un kit d'organisation fédérale peuvent s'adresser au service de l'organisation ou au conseil central de Chicoutimi.

**POSSIBILITES DE GREVES AU 3 OCTOBRE** — Il y avait à cette date 106 possibilités de grèves pour environ 10,182 syndiqués.

**CETTE SEMAINE : LA CAMPAGNE DE BOYCOTTAGE DE CADBURY EST UN SUCCES; FERMETURE DE WILLIS A STE-THERESE; UN DIRIGEANT DE LA FTQ-CONSTRUCTION PASSE A LA CSN; LA CSN RECLAME UN REGLEMENT CONCERNANT LES ACTES MEDICAUX DELEGUES AUX INFIRMIERES AUXILIAIRES.**

Montréal, le 18 octobre 1978 — **LA CAMPAGNE DE CADBURY SE POURSUIT AVEC SUCCES** — Le comité d'appui aux travailleurs de Cadbury, formé d'une cinquantaine de groupes populaires et de partis politiques, a procédé en octobre dernier lors d'une conférence de presse tenue à la CSN, au lancement d'une grande campagne de financement populaire visant à publiciser le plus largement possible la lutte des 500 travailleurs de Cadbury, menacés de perdre leur emploi le 15 novembre, et condamnés au chômage par le déménagement de leur usine en Ontario.

Au cours des prochaines semaines, l'ensemble de la collectivité québécoise sera invitée, par différents moyens, à affirmer sa solidarité envers les travailleurs de Cadbury : boycottage des produits, achat de publicité dans les media, pétitions publiques, etc...

Le comité d'appui aux travailleurs de Cadbury s'est fixé comme objectif de recueillir un minimum de 100,000(\$) pour défrayer les coûts de la campagne d'appui visant à forcer la compagnie Cadbury-Schweppes-Powell à continuer ses opérations ici au Québec.

Les organisations membres du comité d'appui aux travailleurs de Cadbury entendent collaborer de près avec les 500 employés de la Cadbury-Schweppes-Powell pour faire de cette lutte un symbole : celui du refus des Québécois de s'écraser devant des compagnies qui n'affichent aucun respect, ni aucun sens social envers la collectivité.

Montréal, le 16 octobre 1978 — **MALGRE LA GREVE DES POSTES, LES PER-CAPITA DOIVENT PARVENIR A LA CSN** — Pour ce faire, le processus à suivre est très simple. 1) chaque syndicat fait parvenir ses per capita à son conseil central. 2) le conseil central, deux fois par semaine, fait parvenir ces per-capita (en paquet) à la CSN à Montréal, soit par autobus, soit par courrier privé Purolator. Ne pas oublier d'indiquer : a/s Jean-Maurice Roy, service de la comptabilité, 286-2270.

## AGENDA DU MOUVEMENT

### OCTOBRE

- 19-20 bureau fédéral FESP  
20 session pour les trésoriers de la FNEQ
- 22 assemblée générale du conseil central du nord-ouest québécois
- 22 assemblée générale du conseil central de Sept-Îles
- 23 réunion du comité d'orientation de la CSN
- 23 réunion d'équipe de la FNEQ
- 24-25 réunion du comité inter-fédérations
- 25-26-27 bureau fédéral de la FTPF à Québec
- 27 exécutif FPSCQ
- 27 comité de liaison du CCNSP
- 28-29 session de formation pour les procureurs et arbitres de la FNEQ

### NOVEMBRE

- 2-3 comité de coordination de la FESP
- 6-7-8 conseil fédéral de la FESP
- 6 conseil fédéral de la FAS
- 9-10 réunion du comité d'orientation de la CSN
- 14-15 bureau confédéral de la CSN
- 13-17 session de formation sur l'organisation
- 16-17-18 réunion générale du CCNSP
- 18-19 session de formation de la FNEQ sur les Livres blancs sur la culture et les collègues du Québec
- 19-23 conseil fédéral de la FAS
- 20-25 conseil confédéral de la CMT
- 21 assemblée générale du conseil central de Sorel
- 23 réunion d'équipe FPSCQ
- 24 exécutif FPSCQ
- 24 réunion générale du CCNSP
- 27-30 conseil fédéral FAS

### DECEMBRE

- 4 comité de liaison du CCNSP
- 7-8-9 réunion générale du CCNSP

Montréal, le 16 octobre 1978 — **LES TRAVAILLEURS DES CONSEILS CENTRAUX DE LANAUDIÈRE ET DE QUÉBEC S'EN PRENNENT AUX MESURES CULLEN SUR LE CHÔMAGE** — Un front commun syndical (CSN, CEQ, FTQ et SPGQ) ainsi que 17 organismes populaires de Québec ainsi que des organisations populaires et syndicales de Lanaudière ont ajouté leurs voix au tollé de protestations des autres travailleurs contre les changements proposés par le ministre Cullen à l'assurance-chômage.

Un extrait du communiqué de Québec :

*Il faut se rappeler que depuis 1976 la répression contre les chômeurs se fait de plus en plus forte. On a vu se succéder la baisse de prestation pour les travailleurs soutien de familles ; de 75 pour cent du salaire, elle passe à 66 2/3 pour cent ; l'exclusion des travailleurs de 65 ans, l'augmentation des semaines de pénalité, une modification des périodes de prestation...*

*Les mesures annoncées par le ministre Cullen attaquent tous les travailleurs mais d'une façon encore plus opprimante :*

- Les travailleurs occasionnels
- Les travailleurs ne pouvant exercer un métier qu'à temps partiel
- Les étudiants et les nouveaux diplômés
- Les assistés-sociaux
- Les femmes en congé maternité

Un extrait de celui de Lanaudière :

*Pendant que les profits des compagnies continuent de croître, pendant que le taux d'inflation est toujours incontrôlé, le nombre de chômeurs augmente toujours et les mesures Cullen ne feront qu'accentuer cette situation. Ainsi l'Etat, avec l'argent des payeurs de taxes, va payer une partie des salaires aux employeurs même si les profits au Canada sont en pleine progression. Et même si l'inflation se maintient dans sa montée, on va réduire le taux de prestations aux chômeurs.*

Ste-Thérèse, le 16 octobre 1978 — **LE SYNDICAT DE WILLIS ACCUSE LA SDI DE DÉVELOPPER UNE POLITIQUE DE CHÔMAGE** — Le syndicat des employés de Willis (CSN) accuse la société de développement industriel du Québec d'arborer une politique de chômage, face à la situation tragique que vivent les travailleurs de cette usine de Sainte-Thérèse.

Le nombre d'emplois a dégringolé à un rythme affolant au cours des dernières années, passant de 163 il y a deux ans, à 120 il y a un an, 65 il y a 6 mois, 45 il y a 3 mois, 23 il y a un mois, et 8 aujourd'hui. Et demain à zéro. L'usine de piano Willis ferme ses portes.

Connaissant le préjugé favorable envers la petite et moyenne entreprise affiché à grands renforts de publicité par le gouvernement actuel, le syndicat s'explique mal le refus de la SDI d'intervenir dans le dossier Willis.

Si on compare le cas Willis au cas Donahue à St-Félicien, on s'aperçoit que la SDI a investi 20,000,000. (dollars) chez Donahue pour créer 300 emplois (67,000 (dollars) par emploi, sans compter les subventions du MEER et les subventions indirectes) alors qu'elle refuse 300,000 (dollars) pour sauver 100 emplois chez Willis (3,000.) par emploi). En somme, des millions et des millions pour les gros. Rien pour les autres.

Montréal, le 16 octobre 1978 — **LES SYNDIQUÉS DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC RÉPONDENT À JACQUES PARIZEAU** — La semaine dernière, le ministre des finances et président du conseil du trésor a fait une déclaration concernant le "cadre économique et financier des négociations salariales dans les secteurs public et parapublic". C'est en front commun que les trois centrales ont répondu au ministre Parizeau. Les travailleurs syndiqués s'étonnent d'abord que le gouvernement du PQ soit en train de s'enligner complètement sur les politiques d'Ottawa en matière de relations de travail. De plus les trois centrales déclarent qu'elles savent cependant où se situer face à ce problème d'appauvrissement des travailleurs et de l'accumulation des richesses au profit des plus riches : elles se situent au moment où la loi C-73 a été adoptée, en octobre 1975, et par laquelle la moyenne des salaires s'est trouvée à augmenter moins vite que le taux d'inflation. Bref, le discours de Parizeau, c'est un discours patronal classique et il n'est pas le premier à évoquer le fond du baril pour faire payer la crise aux travailleurs.

Montréal, le 13 octobre 1978 — **LA CSN PROTESTE CONTRE LE VETO DU DÉPUTÉ SHAW** — La Confédération des syndicats nationaux trouve inconcevable le refus du député de Pointe-Claire, William Shaw, de consentir à ce que l'Assemblée nationale puisse recommander le boycottage des produits Cadbury.

La seule opposition du député de Pointe-Claire a été suffisante pour empêcher que se manifeste par la voix des députés l'expression de l'ensemble de la population québécoise, qui voit dans le déménagement envisagé par Cadbury pour le 15 novembre prochain, un geste de provocation de la part de la compagnie.

Rappelons que la compagnie Cadbury n'a jamais fourni de raisons valables pour le déménagement de son usine vers l'Ontario et que la campagne de boycottage des produits Cadbury a reçu jusqu'à présent des appuis venant de la très grande majorité des organismes syndicaux, des groupes communautaires et des partis politiques.

Québec, le 11 octobre 1978 — **LA CSN VEUT UN RÈGLEMENT CONCERNANT LES ACTES MÉDICAUX DÉLÉGUÉS AUX AUXILIAIRES** — La FAS, qui regroupe 75,000 membres dont 13,000 infirmières auxiliaires, réclame de l'Office des professions un règlement déterminant les actes qui peuvent être posés par les infirmiers et les infirmières auxiliaires. Cette prise de position fait suite à une tournée des régions par la FAS, tournée au cours de laquelle l'urgence d'un tel règlement a été constaté. Rien n'existe encore sur ce plan malgré le fait que le ministre Lazure avait promis quelque chose pour le premier septembre.

Montréal, le 16 octobre 1978 — **LES TRAVAILLEURS DE L'HOPITAL LOUIS-H. LAFONTAINE DÉBRAIENT CONTRE LES COUPURES DE POSTES** — Le Syndicat des travailleurs de l'hôpital Louis-H. Lafontaine (CSN) ont debrayé jeudi matin, 12 octobre 1978, suite aux nombreuses coupures de postes, à l'imposition de minimum de personnel par département. Ces mesures occasionnent une grave, voire dangereuse détérioration des soins aux malades.

Ils ont également dénoncé la répression qui s'abat sur le syndicat ainsi que les conditions scandaleuses qui sont faites aux patients à cause de ces coupures, de même que la négligence de l'hôpital à prévoir des moyens sécuritaires pour la prévention des incendies.

## DES NOUVEAUX EXECUTIFS DANS TROIS CONSEILS CENTRAUX

Dans le sud-ouest québécois :

président : Jean-Guy Pelletier (FNC)  
secrétaire : Denis Bourque (FAS)  
trésorier : Jacinthe Beaulieu (Commerce)  
responsable de l'organisation : Léo Tessier (Métallurgie)  
responsable de l'éducation : André-Louis Morisseau (FTPF)  
responsable à la consommation : Roland Hébert (FTPF)  
responsable à la sécurité-santé : Marcel Montplaisir (FTPF)  
responsable à l'information : Gilles Jalbert (FNEQ)  
responsable à l'action politique : Michel Lemieux (FAS)

Dans le Bas St-Laurent :

président : Jean-Yves Beaulieu  
vice-présidente générale : Reine Gagnon  
secrétaires : Agathe Lauzier  
trésorier : Lévis St-Pierre

vice-présidents :

à l'organisation : Mario Tremblay  
à l'éducation : Solange Tremblay  
au comité de solidarité : Robert Breton  
à l'information : Régis Fournier  
aux lois sociales : Roméo Lamontagne.

Dans Lanaudière :

(Il s'agit du nouveau nom du conseil central de Joliette)

président : François Parent (FTPF)  
vice-président : André Hubert (FAS)  
trésorier : Normand Pelland (Métallurgie)  
secrétaire : Margot Marion (Commerce)  
directeurs :  
1- Marcel Rivest (FAS)  
2- Angéline Rivest (FAS)  
3- Guy Marion (FAS)  
4- Marcel Cloutier (FESP)  
5- Luc Ferland (FTPF)  
6- Richerd Messier (FNC)

Le comité de la bâtisse :

président : Gérard Charbonneau (FAS)  
secrétaire : Francine Paradis (FAS)  
trésorier : Julien Arbour (FNSBB)  
vérificateurs :  
1- Carmen Marsolais (FAS)  
2- Magdo Arbour (FAS)  
3- Daniel Auger (Métallurgie)

Montréal, le 11 octobre 1978 – **LES NÉGOCIATIONS À KRUGER- BROMPTONVILLE ET KRUGER-TURCOT** – Une rencontre de négociation a eu lieu à Bromptonville avec le syndicat, aucune entente n'a eu lieu.

Les travailleurs de Bromptonville continuent de réclamer le \$0.25 qui leur a été enlevé lors de la dernière négociation, la compagnie refusant l'excédent de 6 pourcent. Les travailleurs maintiennent leur formule d'indexation, ils veulent améliorer leur plan de vacances.

Une rencontre a eu lieu lundi le 9 octobre 1978 avec le comité de négociation patronal. Une autre rencontre est prévue jeudi le 12 octobre 1978 avec le comité syndical de négociation.

A Kruger-Turcot (Montréal), les négociations sont rompues parce que la compagnie essaie de négocier les règlements faits ailleurs, mais les travailleurs refusent.

Clermont, le 10 octobre 1978 – **DONOHUE JOUE LES DURS DANS LES NÉGOCIATIONS DE CLERMONT** – Lors d'une assemblée générale qui a eu lieu jeudi le 5 octobre dernier à Clermont, les ouvriers membres du Syndicat des travailleurs du papier de Clermont (FTPF-CSN) ont réitéré par vote secret dans une proportion de 97 pour cent le maintien de leurs priorités de négociation, soit le maintien de leur formule d'indexation, la conservation d'un montant de quatorze cents l'heure payé en vertu de la formule d'indexation qui était prévue dans l'ancienne convention ainsi que les demandes relatives au revenu garanti.

Il y avait 500 travailleurs présents à l'assemblée. Ces travailleurs font des moyens de pression depuis au-delà d'un mois qui consistent à diminuer la production. D'autre part, la compagnie, selon une enquête que nous avons effectuée, aurait organisé une forme de sabotage en coupant le convoyeur d'alimentation du bois du moulin et causé ainsi une fermeture de l'usine jeudi. Cependant, elle a quand même requis les hommes de métier pour repartir le moulin vendredi, ce qui nous a fait croire qu'elle a peur d'un lock out.

Québec, le 12 octobre 1978 – **LA FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU PAPIER ET DE LA FORÊT EN TOURNÉE SUR LES SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES AUX COMPAGNIES** – La **FTPF** entreprendra au mois de novembre une tournée des régions où ses syndicats sont présents dans le but de sensibiliser les travailleurs de ces régions au plan de financement de Bérubé pour les scies de papier (455 millions sur 5 ans).

Ces subventions ont pour but de venir en aide aux pauvres compagnies de papier. En effet, ces dernières années, Consol a doublé ses bénéfices, Domtar triplé ses gains, Donohue doublé ses profits de même que Price. Du bien pauvre monde. Des subventions pour eux, des diminutions de salaires aux travailleurs du public.

**LA FORMATION DES SALARIÉS DU MOUVEMENT** – Le programme, pour l'automne 1978, de formation des salariés du mouvement est maintenant disponible au service de l'éducation de la CSN.

Liste des sessions offertes :

Arbitres, cas d'assurance-chômage : 22-23  
24 novembre.

Code du travail : (à déterminer)

Initiation au mouvement syndical : 30 octobre au 3 novembre.

Négociation : 16-20 octobre.

Organisation (phase 1) : 6-10 novembre

Organisation (phase 2) : 4-8 décembre

Régime supplémentaire de rentes et assurances collectives : 12-13 décembre

RREGOP : 29-30 novembre

Sécurité-santé : (à déterminer)

